

René Lévesque : la conférence constitutionnelle, l'amorce d'une vaste supercherie où les vrais intérêts du Québec n'étaient pas représentés

Réunie en fin de semaine, la Commission politique du Mouvement Souveraineté-Association a examiné le sens et la portée de la conférence constitutionnelle et, après en avoir discuté, a adopté la déclaration suivante de M. René Lévesque.

La conférence fédérale-provinciale aura fourni une éclatante démonstration de la nécessité d'un Québec souverain.

Sauf pour des esprits qu'obnubilent des illusions tenaces, ou la peur du changement, ou bien sûr leur intérêt politicien, il nous semble que cela doit sauter aux yeux.

Mais justement, l'on peut craindre que ces facteurs négatifs ne parviennent encore une fois comme ils l'ont fait si souvent, à mêler les cartes et les esprits au point où le Québec serait replongé au plus creux de l'émiettement traditionnel - notre bonne vieille division où se gaspillent nos énergies et sur laquelle règnent les opportunistes.

C'est pourquoi il nous semble urgent de dégager brutalement la réalité de tout le fatras de fiction et même de fraude dans lequel les participants et leurs porte-parole officiels ou officieux tentent de la noyer.

Pendant trois jours, ce qui s'est déroulé, c'est l'amorce d'une vaste supercherie.

De cette opération, si on la laissait se poursuivre, c'est encore une fois le peuple du Québec qui ferait tous les frais.

Le plus triste, c'est de voir qu'après quelques sursauts velléitaires, le gouvernement de ce peuple a accepté officiellement de marcher dans la combine. Il s'en est fait le complice.

D'aucuns prêteront à l'habile M. Johnson et à son entourage des restrictions mentales et de valeureuses intentions pour demain ou pour plus tard. On voudrait bien y croire. Mais pendant que passe le temps qui ne reviendra pas, pendant que s'épaissit la confusion, pendant que son propre gouvernement joue à la cachette avec la rondelle, le Québec ne peut guère s'attendre qu'à de vieilles et stériles exploitations partisans de conflits mal posés et faussés à dessein.

Bref, la conduite du régime Johnson nous montre simplement que si le Québec court un danger, c'est celui de laisser passer la chance d'un tournant historique et nécessaire au milieu des petites astuces pusillanimes d'hommes et de partis sans vision.

Ces trois jours à Ottawa, le prétexte en était pour le fédéral d'assurer la mise en oeuvre du rapport

Laurendeau-Dunton par le biais d'une Déclaration des droits de l'homme.

Le scénario est classique, tout à fait dans la ligne centenaire d'une pieuse manipulation de textes dont la pratique contredit toujours la lettre.

Même si la minorité fragile des gens de bonne volonté l'emportait éventuellement sur la masse des hostiles ou des apathiques et que les provinces anglophones en venaient à reconnaître une théorique égalité culturelle à nos minoritaires, ces derniers en tireraient-ils autre chose qu'un prolongement de leur agonie ?

Surtout, qu'est-ce que les Québécois, eux, en retireraient ? L'intérêt vital de notre peuple ne réside pas dans le privilège hypothétique de parler français à St-John ou Saskatoon, mais dans la récupération des pouvoirs politiques et des instruments socio-économiques qui doivent lui permettre de vivre en français, pleinement, et de progresser librement, chez lui, au Québec.

Or le but évident et même avoué du fédéral n'est-il pas d'obtenir des provinces anglophones au moins la reconnaissance verbale d'un "statut" des minorités françaises, afin de poser ensuite au champion de la nation canadienne-française "from coast to coast" ? Après quoi le Québec pourrait être traité plus que jamais en "province comme les autres" et ligoté dans les normes froidement administratives qu'en style outaouais on baptise de "fonctionnarisme".

Or, ce que recouvre cette nouvelle trouvaille du jargon fédéraliste, c'est non seulement un féroce attachement au statu quo constitutionnel (*what we have we hold*), mais aussi tout un programme de centralisation plus poussée que jamais sous le couvert de l'efficacité.

Sur ce point, on ne peut dire que les gens d'Ottawa ni leur plus éminent Québécois de service, l'actuel ministre de la Justice, n'ont pas été clairs.

Au moment même où la conférence s'ajournait pour devenir permanente et tout renvoyer aux calendes de la chefferie, Ottawa déposait des documents où il réaffirme tranquillement la superbe plénitude de ses compétences dans deux domaines que M. Johnson dit considérer comme d'une importance majeure, la TV éducative et les relations extérieures.

Et c'est à ce moment que M Johnson a pourtant suggéré lui-même qu'on s'éternise dans les comités de fonctionnaires, après l'échange final de confortables déclarations de gentlemen en place.

Derrière la façade, voilà quand même la réalité.

Au lieu de se battre farouchement, comme il en a le devoir, pour assurer au Québec la maîtrise de son destin national, notre gouvernement laisse propager à nouveau le mythe de la dualité culturelle et de la reconquête française du Canada, sinon de l'Amérique! Ce néo-messianisme qu'il acceptait d'emblée à Toronto en décembre dernier, M Johnson aura beau le traiter maintenant "d'aspirine", ses virages continuels et l'allure tristement pas pressée de son attitude au sujet des pouvoirs québécois, et surtout son acceptation passive de prolonger un jeu interminable et perdu d'avance, ne peuvent que nourrir chez nous la confusion et les tentations du défaitisme.

M. Trudeau a du moins le mérite de définir clairement ses convictions centralisatrices et son "approche" froidement fonctionnelle qui ne reconnaît pas le contexte national québécois.

Il n'y a qu'une réponse valable, c'est celle de la souveraineté du Québec - de cesser de courir après la quadrature du cercle, c'est-à-dire la foutaise d'un "Canada à deux en même temps qu'un Canada à dix", et de proposer l'égalité des deux États nationaux, libres de se développer chacun suivant leur personnalité et leurs intérêts propres, mais aussi en amis et en partenaires, et en respectant chacun leurs minorité respective.

Dans un tel contexte. au lieu d'être un leurre, une foule de questions, celle entre autres des vrais droits de l'homme, redeviennent aussitôt claires et respectable, et nous pouvons dire, quant à nous, qu'un État souverain du Québec se ferait un point d'honneur de le régler en priorité, alors que la désuète province que nous sommes en est réduite à se livrer là-dessus comme sur tout le reste à des réactions défensives et stérilisantes.

En résumé, cette conférence aura souligné à nouveau les équivoques de vocabulaire et d'attitude de M. Johnson, dont on ne sait si elles proviennent d'une incapacité à traduire les aspirations et les besoins essentiels du Québec ou bien d'une aptitude géniale à l'indécision.

Chose certaine, sous l'optimisme verbal qui ne peut masquer ni les désaccords de ses ministres ni ses échecs consécutifs sur l'essentiel, tout cela nous engage dans un marché de dupe, alors que le Québec n'a plus les moyens de se payer ces luxes-là.

Les seules "conclusions" qui se dégagent de ces 3 jours à Ottawa, c'est donc qu'une fois encore les vrais intérêts du Québec n'y étaient pas représentés.

[\(source\)](#)